

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Chateau Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/104/25-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement GURDEBEKE Chateau Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 mars 2025 dans l'établissement GURDEBEKE Chateau Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Un nombre important de plaintes pour odeurs est recensé pour le site Chateau Gautier exploité par la société Gurdebeke à Moulin sous Touvent. L'exploitant a présenté en commission de suivi de site du 16/01/2024 les actions déjà mises en œuvre ou prévues pour réduire les émissions olfactives. Toutefois, de nombreux signalements étant toujours réalisés, ces actions n'ont manifestement pas permis de supprimer les nuisances. L'inspection avait pour objectif de constater la persistance des émissions olfactives et de présenter à l'exploitant les suites proposées à monsieur le Préfet.

Par ailleurs, l'association des Rencontres du Patrimoine de Tracy le Val a transmis, via la ROSO, à l'inspection des installations classées un rapport, appuyés de photographies, mettant en évidence des points présentés comme des non-conformités à la réglementation applicable. L'inspection a été l'occasion de vérifier les constats effectués par l'association.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Chateau Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts. Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Exploitation de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.IV	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Dispositions communes ICPE autorisation	Code de l'environnement du 11/06/2009, article L512-20	Mesures d'urgence	3 mois
4	autosurveillance des émissions de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 9.2.8	Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 7.1.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	protection des ressources en eaux et milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.2	Sans objet
6	protection des ressources en eaux du milieu aquatique	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.2.2.1	Sans objet
7	Protection des ressources en eau et milieu aquatique	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.9	Sans objet
10	Exploitation de l'installation	AP Complémentaire du 10/04/2003, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux plaintes pour odeurs, l'exploitant a mis en œuvre plusieurs mesures permettant de réduire les émanations de biogaz. La persistance des plaintes montrent une efficacité non complète de ces dernières.

Ainsi, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de prendre toutes dispositions pour que son site ne soit pas à l'origine d'émissions olfactives.

Dans cet objectif, il est demandé à l'exploitant de se faire accompagner par un organisme extérieur dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées afin de déterminer les sources d'émissions et de proposer un plan d'actions qui sera mis en œuvre sous 3 mois.

Il est également demandé de réaliser une évaluation sanitaire des risques sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz

odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage [...]

Constats :

Suite à une étude "surveillance de la qualité de l'air ambiant sur et autour du site de la société GURDEBEKE en septembre 2024 (société Europoll), l'exploitant a mis en œuvre plusieurs actions pour réduire les impacts olfactifs du site :

- mise sous cloche des puits de biogaz du casier en exploitation,
- mise en place d'une torchère plus puissante permettant de traiter d'avantage de biogaz,
- étanchéification avec du PEHD des talus des casiers 7 et 8.

Malgré ces actions, de nombreuses plaintes sont toujours reçues par l'administration.

De fait, le jour de l'inspection, des odeurs caractéristiques du biogaz ont été ressenties au niveau du hameau de Bernanval. Des odeurs de "déchets frais" ont été ressenties au niveau de la voie d'accès du site Chateau Gautier.

Non-conformité n° 1 : toutes les dispositions nécessaires n'ont pas été prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage.

Il est donc proposé de mettre l'exploitant en demeure de prendre toutes dispositions pour prévenir les émissions olfactives.

Dans cet objectif, il est demandé à l'exploitant de se faire accompagner par un organisme extérieur dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées afin de déterminer les sources d'émissions et proposer un plan d'actions en conséquence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de prendre toutes dispositions pour prévenir les émissions olfactives sous un délai de 3 mois.

Dans cet objectif, il est demandé à l'exploitant de se faire accompagner par un organisme extérieur dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées afin de déterminer les sources d'émissions et d'élaborer un plan d'actions. Ce dernier sera réalisé dans le délai imparti de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.IV

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques en cours d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation. Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées sa dernière cartographie des émissions diffuses de méthane. Elle date de 2017.</p> <p>Les conclusions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau du réseau de biogaz, des fuites notables de biogaz ont été détectées au niveau de la base des 2 puits de lixiviats des casiers 1 et 2 et des têtes des 3 puits du casier 3. - Au niveau de la surface et des pentes des trois casiers (1 à 3), des fuites ponctuelles notables de biogaz ont été détectées essentiellement autour des objets fuyants. Le reste des surfaces présente une assez bonne étanchéité. <p>L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives. L'exploitant n'a pas respecté le délai de réalisation qui est de 5 ans.</p> <p>Non-conformité n° 2 : l'exploitant n'a, ni réalisé de cartographie des émissions diffuses au plus tard deux ans après la cartographie de 2017, alors que cette dernière révèle des défauts d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, ni réalisé une cartographie des émissions diffuses de méthane depuis moins de 5 ans.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser cette étude dans les meilleurs délais.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de réaliser une cartographie des émissions diffuses de méthane ainsi que le cas échéant un plan d'actions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions communes ICPE autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2009, article L512-20
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des milieux et des personnes

Prescription contrôlée :

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

Constats :

Au regard de la persistance des odeurs à l'extérieur du site de Moulin sous Touvent et de l'inquiétude de la population sur les risques éventuels sur la santé humaine, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser sous 3 mois une évaluation des risques sanitaires du site en s'appuyant sur le guide INERIS intitulé "Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions des substances chimiques par les installations classées" dans sa seconde version de septembre 2021.

Cette étude doit être réalisée sur la base des données de l'étude de surveillance de la qualité de l'air ambiant sur et autour de l'ISDND (rapport EUROPOLL référencé R272_03_Château_Gautier_092024_A_V0).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé de prescrire à l'exploitant dans les conditions prévues par les articles L171-8 et L512-20 du code de l'environnement de réaliser sous un délai de 3 mois une évaluation des risques sanitaires du site en s'appuyant sur le guide INERIS intitulé «Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées» dans sa deuxième édition de septembre 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : autosurveillance des émissions de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 9.2.8

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'autosurveillance des effets sur l'environnement consiste en un suivi de la qualité des eaux souterraines susceptibles au droit et à l'aval du site. Elle est opérée au moyen de cinq (5) piézomètres forés au diamètre minimal 200 mm, crépiné au diamètre 80 mm sur toute la hauteur de la nappe en hautes eaux. Ils ont les caractéristiques suivantes :

Puits	Localisation	Situation hydraulique	Altitude au sol (m NGF)	Profondeur (m)	Hauteur de tubage plein (m)	Hauteur de tubage crépiné (m)

					(m)	(m)
Pz1	Nord-Est	Amont	146	59	33	26
Pz2	Sud-Est	A v a l p r o c h e	106	19	5	14
Pz3	Sud	A v a l p r o c h e	115	28	14	14
Pz4	Centre- Ouest	A v a l p r o c h e	125	38	12	26
Pz5	Ouest	A v a l é l o i g n é	92	10	2	8

Les têtes des puits sont protégées par une margelle bétonnée conforme à la réglementation (épaisseur 0,30 m, rayon 1 m) et par un tube métallique muni d'un capot cadenassé dépassant d'au moins 1 m de la surface du sol.

Compte-tenu de la circulation d'engins lourds sur les zones d'implantation des piézomètres, une protection supplémentaire est mise en place sur ces derniers, sous la forme d'un ouvrage bétonné d'au moins 1 m de diamètre et 1 m de hauteur de type « buse de puits » ou d'une petite construction en parpaings de 1 m de côté.

En cas de dégradation, l'ouvrage en cause est remplacé.

Des prélèvements aux fins d'analyses sont opérés, conformément aux normes applicables, par un intervenant spécialisé extérieur à la société exploitante. Une analyse de référence sera effectuée après réalisation des ouvrages et communiquée à l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'échantillons ont lieu la même semaine, dans tous les piézomètres, deux fois par an au moins, au mois d'avril et au mois d'octobre. Ils s'accompagnent d'un relevé de la piézométrie rapportés au NGF.

Constats :

Point 1.1 du rapport de constats de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le Val

Les photographies jointes au rapport de constats de l'association des Rencontres du Patrimoine de Tracy le Val montrent que le piézomètre n°5 (situé en extérieur du site) n'est plus protégé par le capot cadenassé.

L'exploitant indique que lors des dernières analyses relatives aux eaux souterraines réalisées en octobre 2024, le piézomètre n°5 était protégé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral, à savoir un capot cadenassé. Il ajoute qu'il n'est pas à l'origine de cette dégradation.

Les photographies prises par l'exploitant le 18 mars 2025 confirment ces faits. Il est avéré que le piézomètre n°5 n'est plus protégé conformément aux dispositions réglementaires.

Non-conformité n° 3 : la tête de puits du piézomètre n° 5 n'était pas muni d'un capot cadenassé.

L'exploitant s'est engagé à se rendre conforme en réalisant les travaux nécessaires (cadenas, buse de puits).

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral, l'exploitant réalise deux fois par an les analyses des eaux souterraines au niveau des 5 piézomètres du site.

Les dernières analyses ont eu lieu le 18 octobre 2024 . Elles ne montrent pas de dérive de la qualité de l'eau souterraine au droit du site. Ces résultats sont présentés annuellement en commission de suivi de site.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité Cofrac.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : il est demandé à l'exploitant de protéger la tête de puits du piézomètre n° 5 n'était pas muni d'un capot cadenassé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : protection des ressources en eaux et milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents

Prescription contrôlée :

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les eaux pluviales tombant sur les casiers réaménagés, les casiers non aménagés, les voies d'accès et les zones techniques étanchéifiées sont récupérées dans des fossés, traitées dans un déboureur-déshuileur, et renvoyées vers deux bassins de stockage étanches, chacun associé à un bassin d'infiltration.

Un contrôle de la qualité des eaux stockées dans les bassins de stockage est effectué lorsque le niveau des précipitations augmente et que les précipitations sont annoncées. Si ce dernier montre que les eaux stockées ne présentent pas de valeurs en polluants supérieures aux normes de rejet concernant les eaux pluviales, celles-ci sont envoyées vers les bassins d'infiltration.

Les eaux pluviales tombant sur les casiers en cours d'exploitation sont mélangées aux lixiviats. Ces derniers sont pompés puis stockés dans des bassins de stockage avant traitement par évapo-concentration (procédé Nucléos) qui n'engendre pas de rejet liquide.

Constats :

Point 2.2 du rapport de constats de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le Val

Les photographies jointes au rapport de constats de l'association des Rencontres du Patrimoine de Tracy le Val font état d'une pompe vide-cave évacuant les eaux dans le milieu naturel.

L'inspection des installations classées s'est rendu sur site. Le bassin concerné par le constat recueille les eaux pluviales de voirie du site. Ces bassins sont au nombre de deux sur le site. Ce sont des bassins étanches et chacun est associé à un bassin d'infiltration.

La visite de terrain a permis de vérifier que le bassin concerné recueillait bien les eaux pluviales, la différence de couleur avec les lixiviats permet de faire la distinction.

Comme le prévoit les dispositions de l'arrêté préfectoral, l'exploitant a la possibilité de rejeter vers le bassin d'infiltration les eaux pluviales après avoir réalisé les analyses prévues à l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 (cf point de contrôle n°4).

Ainsi, les tuyaux courants sur le sol et reliés à la pompe vide-cave servent à rejeter les eaux pluviales vers le bassin d'infiltration (bassin également visible sur les photographies). L'exploitant indique rejeter les eaux pluviales uniquement en cas de niveau haut des bassins étanches d'eaux pluviales.

L'exploitant est donc conforme sur ce point aux dispositions applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : protection des ressources en eaux du milieu aquatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats

Prescription contrôlée :

[...]

Tout rejet vers le milieu naturel de lixiviats ou de quelconques résidus liquides ou solides issus de leur traitement est interdit.

Constats :

Point 2.3 du rapport de constats de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le Val

L'association fait état de la présence d'une pompe vide-cave le long d'un des deux bassins de lixiviats.

Le jour de l'inspection, cette présence n'a pu être confirmée.

Aucun tuyau d'évacuation d'eaux vers l'extérieur du site n'a été observé le jour de l'inspection.

Point 2.4 du rapport de constats de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le Val

Le constat fait état d'un niveau très haut des bassins étanches de lixiviats.

La visite de site a permis effectivement de vérifier le niveau haut des deux bassins de lixiviats, sans traces de débordement.

Les lixiviats sont traités par évapo-concentration sur site par valorisation du biogaz traité par la chaudière. Cependant, l'exploitant indique que la puissance actuelle de cette chaudière ne permet pas de traiter en même temps le biogaz et de réaliser la valorisation des lixiviats. L'exploitant a privilégié le traitement du biogaz au regard de la situation olfactive du site. L'exploitant a indiqué avoir trouvé une solution transitoire pour évacuer les lixiviats et ainsi faire baisser le niveau dans ses bassins étanches du site. Un pompage et transfert par camion citerne sera réalisé vers le site en post exploitation "Les rosettes" appartenant à la société Gurdebeke. Sur ce site, un système de traitement des lixiviats est présent et pourra être utilisé. Il s'agit d'un système de traitement par osmose inverse. L'exploitant s'est engagé à déposer un porteur à connaissance (PAC) auprès de Monsieur le préfet de l'Oise dans la semaine suivant l'inspection. Ce PAC a été transmis le 20 mars 2025.

En termes de délai, l'exploitant s'est engagé à commencer ce transfert dans les 15 jours à compter du jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la baisse du niveau de lixiviats sur ces bassins du site de Chateau Gautier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des ressources en eau et milieu aquatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.9

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission des eaux résiduelles avant rejet dans le milieu

Prescription contrôlée :

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Le rejet, après traitement, dans le milieu naturel, des eaux de ruissellement collectées depuis les surfaces imperméabilisées et les eaux de lavage ou de décroûtage des roues est admis sous condition qu'elles satisfassent aux valeurs limites en concentration suivantes :

Le rejet, après traitement, dans le milieu naturel, des eaux de ruissellement collectées depuis les surfaces imperméabilisées et les eaux de lavage ou de décroûtage des roues est admis sous condition qu'elles satisfassent aux valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/l)
MES	35
COT	70
DCO	125

DBO ₅	30
Azote global	30
Phosphore total	10
Indice phénols	0,1
M é t a u x t o t a u x (Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al)	15
Cr VI	0,1
Hg	0,05
Cd	0,2
Pb	0,5
As	0,1
Fluor et composés (en F)	15
Cyanures libres	0,1
Hydrocarbures totaux	10
AOX	1

Constats :

Point 2.2 du rapport de constats de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le Val

L'association fait état de rejets d'eau dans le milieu naturel.

L'exploitant réalise les analyses sur les eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel via les bassins d'infiltration.

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral, des analyses doivent être réalisées avant rejet.

Les dernières analyses réalisées datent du 14 novembre 2024. Les résultats montrent une conformité avec les valeurs limites fixées dans l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, propreté

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

Constats :

Point 3.1 du rapport des constats de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le val

Le constat est relatif au mauvais état des filets anti-détritus du site .

L'inspection a permis effectivement de constater que les filets anti-détritus sont déchirés à certains endroits du site.

L'exploitant indique les remplacer régulièrement. Cependant, des actes de malveillance sont perpétrés par des personnes qui veulent entrer sur le site par effraction.

La visite de terrain a permis de vérifier que malgré l'endommagement de ces filets anti-envol, les extérieurs du site ne sont pas impactés par des envols de déchets.

Non-conformité n° 4 : les filets anti-envols étaient endommagés.

L'exploitant s'est engagé à changer les filets endommagés. Il ajoute que ceux-ci seront probablement rapidement à nouveau dégradés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant la remise en état des filets anti-détritus.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'ensemble des installations de l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sur une hauteur minimale de deux mètres (2 m). La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Point 3.3 du rapport des constats de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le val</u></p> <p>Le constat est relatif au mauvais état de la clôture du site. La visite de terrain a permis de constater la présence de la clôture sur l'ensemble. Néanmoins, l'inspection a permis également de constater que la clôture est endommagée à certains endroits du site. L'exploitant indique la remplacer régulièrement. Cependant, des actes de malveillance sont perpétrés par des personnes qui veulent entrer sur le site par effraction.</p> <p>Non-conformité n° 5 : la clôture était endommagée en plusieurs points.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réparer la clôture, mais il ajoute que celle-ci sera probablement rapidement à nouveau dégradée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective</u> : l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant la remise en état de la clôture.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/04/2003, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les lixiviats bruts seront drainés vers un bassin étanche. [...]</p>

Constats :

Le document "constatations" émanant de l'association des rencontres du patrimoine de Tracy le Val fait état de lixiviats bruns et nauséabonds s'écoulant en dehors des casiers.

La visite du site a permis de constater ce point. L'exploitant indique qu'une canalisation recueillant les lixiviats de ce site en post-exploitation a rompu. Les lixiviats se sont donc répandus sur le sol argileux donc "étanche". La canalisation a été réparée. La visite de site a permis de vérifier qu'aucun lixiviat ne s'épandait de nouveau sur le sol. L'inspection ne propose donc pas de suites administratives sur ce point compte tenu de ce constat de remise en conformité.

L'exploitant indique que des travaux de terrassement permettant de remettre en état le sol sont prévus courant de l'été.

Type de suites proposées : Sans suite